



MEDECINS D'AFRIQUE - Représentation NIGER

ONG internationale d'appui au développement socio-sanitaire

Villa Porte 265, Q/ Francophonie, Niamey, Niger – 80 25 72 39 /89 85 63 12

mda-niger@medecins-afrique.org - www.medecins-afrique.org



Paroles de femmes nigériennes : 100 femmes s'expriment sur la parité

**Résultat d'une enquête rapide de
Médecins d'Afrique Niger à Niamey sur
la condition de la femme nigérienne :
perception et perspectives à l'occasion
de la Journée Nationale de la Femme
Nigérienne**

13 Mai 2016 - Niamey

INTRODUCTION

L'ONG internationale Médecins d'Afrique (MDA) a toujours accordé une importance de choix à la dimension du genre dans la mise en place de ses programmes, que ce soit dans le ciblage et la consultation de ses bénéficiaires ou le recrutement de ses volontaires et membres du personnel. Dans certains de ses projets, ce sont également les femmes qui sont les principales actrices : animatrices et paires éducatrices dans la lutte contre les violences basées sur le genre, promotrices de l'autonomisation et la participation au développement à travers les activités génératrices de revenus, piliers de la diffusion de bonnes pratiques familiales sanitaires à travers le projet « mamans relais »... C'est pourquoi MDA a tenu à marquer son engagement aux côtés du gouvernement dans la célébration le 13 mai de la journée nationale de la femme nigérienne en organisant une enquête rapide auprès de 100 femmes nigériennes pour bénéficier d'une photographie de leur perception et perspectives des conditions de la femme dans le pays. Ici, point d'experts ou de personnalités interviewées mais des femmes de tous les jours : voisines, marchandes, étudiantes... Nous en avons profité pour mettre l'accent sur le thème choisi par les Nations-Unies pour la Journée Mondiale de la Femme 2016 : « La parité en 2030 : avancer plus vite vers l'égalité des sexes ! ».



OBJECTIFS

Tout en participant à la célébration de la Journée nationale de la femme nigérienne, Médecins d'Afrique souhaitait, grâce à une enquête rapide, évaluer la perception des femmes sur leur condition, évaluer leur adhésion au principe de la parité prônée dans les objectifs de développement

durable, susciter le débat et identifier les modèles positifs qui sont susceptibles de les inspirer.

METHODOLOGIE ET OUTIL

L'outil adopté était un questionnaire permettant d'accéder à des données quantitatives et qualitatives via quelques questions sur leur perception des conditions de la femme (égalité des chances à l'école, existence ou non de violences spécifiques, dispositions et initiatives particulières pour améliorer leur statut) et leurs perspectives (pertinence de la parité et modèles à suivre). L'équipe de 6 membres constituée pour l'occasion était essentiellement féminine. Chaque personne avait pour mission d'intervenir son quartier de résidence et avait reçu comme consigne de sélectionner les interviewées de façon aléatoire, en veillant à la diversité des profils en termes de niveau d'éducation et d'insertion dans la vie active formelle ou informelle. Comme nous souhaitions interroger surtout la catégorie qui va être susceptible de peser le plus sur l'avenir, nous avons choisi la classe d'âge de 15 à 45 ans en privilégiant les moins de 30 ans. Les enquêteurs ont réalisé les visites à domicile du vendredi 13 mai au mardi 17 mai 2016. Un effort particulier a été mis sur la traduction des questions car la terminologie employée se révélait parfois complexe.

RESULTATS

Population enquêtée

La volonté de disposer de donner de profil diversifié a été bien respectée. Les 100 femmes interviewées résidaient dans 24 quartiers de Niamey majoritairement populaires ou classes moyennes mais aussi 3 quartiers résidentiels), les plus représentés étant Banifandou, Banizoumbou2, Dar es Salam, Francophonie et Koira Kano (53% des interviews). Les 2/3 avaient moins de 30 ans (38% avaient entre 15 et 24 ans, 29% entre 25 et 29 ans), les autres avaient de 30 à 45 ans. 68% de ces femmes avaient été à l'école, avec 13% qui s'étaient arrêtées au primaire, 29% ayant atteint le secondaire et 26% avaient poursuivi des études supérieures. Elles parlaient majoritairement le Haoussa (40%) ou le Zarma (39%). Concernant le statut marital, 53% étaient mariées, 33% célibataires, 7% divorcées et 7% veuves. La majorité

exercit une activité (57%), essentiellement dans le domaine informel (60%).

Egalité des chances à l'école : l'espoir est permis mais le combat reste à mener

Question 1 : « Pensez-vous qu'au Niger, une petite fille a autant de chances qu'un petit garçon d'accéder à un cycle complet d'éducation primaire et secondaire gratuit et de qualité ? » Et pourquoi ?



51% des interviewées estiment que oui, contre 49% qui pensent que non. Il faut remarquer que ce sont les femmes non scolarisées elles-mêmes (60%) qui sont les plus optimistes sur le sujet. Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de l'éducation surtout au niveau de l'enseignement de base. Le taux net de scolarisation (TNS) a été multiplié par 4 entre 1992 et 2012, passant de 18 à 70%. Quant au taux d'achèvement primaire, il est passé de 15% en 1990 à 56% en 2012. Les femmes sont conscientes des efforts accomplis ces 20 dernières années. Pour un quart d'entre elles, c'est le Gouvernement qu'il faut saluer pour cette belle progression, et un autre quart souligne le changement de mentalités : beaucoup de parents ont compris qu'ils étaient gagnants à investir également dans la scolarisation de la fille pour sortir de la pauvreté, d'autres mentionnent des capacités intellectuelles identiques voire une aptitude plus aiguë des filles à s'appliquer et à s'impliquer à l'école.

« L'éducation compte beaucoup ici au Niger, éduquer une fille, c'est éduquer une nation », 15-24 ans, mariée, études secondaires.

« Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école car j'ai dû travailler tôt dans ma famille qui est pauvre. Je vois

qu'il y a beaucoup de jeunes filles qui réussissent mieux leurs examens. Elles ont compris que leur avenir est en jeu et si on les laisse faire leurs études, elles font de leur mieux » 15-24 ans, célibataire, non scolarisée.

« C'est important que la fille aille à l'école aujourd'hui pour avoir quelque chose, pour subvenir à ses besoins au futur car la vie des femmes est dure, elles sont vulnérables » 15-24 ans, célibataire, non scolarisée.

Pour l'autre moitié qui reste sceptique et qui considère que ce défi est loin d'être atteint au-delà de la parité entre les sexes, elles font à la fois référence à la gratuité de la scolarisation qui ne tient pas compte des coûts cachés (notamment en fournitures scolaires et transport), à la qualité de l'enseignement et au niveau secondaire rarement atteint par la majorité, souvent exclue du système avant. A cette inégalité d'accès à l'éducation, s'ajoute la dimension du genre, principalement pour des raisons socio-culturelles : les parents et la communauté ne considèrent pas que la réussite de la vie d'une femme tienne à son niveau d'éducation. Sa place est au foyer aux côtés de ses enfants et de son mari et il lui incombe donc de mobiliser son énergie dans le bon choix du mari qui lui permettra d'accéder ou non à une promotion sociale dans le meilleur des cas ou de sortir au moins de la pauvreté. Ce sont celles qui ont le niveau d'études supérieures qui sont les plus critiques: elles sont plus de la moitié à considérer que l'égalité des chances n'est pas possible pour la scolarité.

« Les mariages précoces, les préjugés sur l'importance de l'éducation des garçons et non celle des filles sont des obstacles pour accéder à un cycle complet. A cela il faut ajouter la pauvreté » 25-29 ans, mariée, études supérieures.

« La situation précaire de certains foyers pousse les parents à investir plus dans l'éducation des garçons qui sont des futurs chefs de famille alors que les filles servent de main d'œuvre et d'aide-ménagère pour assister leur mère », 30-45 ans, mariée, scolarisée, études supérieures.

« La gratuité de l'école est un fait au Niger, il n'y a pas de souci sur ce plan, seulement il faut mener un combat pour que les filles continuent l'école même après le mariage... », 15-25ans, célibataire, études secondaires

La violence fondée sur le genre : un fardeau quotidien qui se diffuse dans l'intimité du foyer

Question 2 : « Existe-t-il des violences spécifiques dont sont victimes les femmes et les filles nigériennes ? Si oui, lesquelles »



Cette question rencontre l'unanimité sur l'existence et la persistance de violence car près de 82 % des femmes considèrent que la femme et la fille nigérienne sont confrontées à des violences basées sur le genre. Dans plus de la moitié des réponses, c'est la question de l'union qui est évoquée car 64,5% citent le problème des violences conjugales et 17% le cas des mariages forcés et 4,8% le mariage des enfants. Contrairement à l'enquête EDSN MICS 2012 qui mentionnait que dans le cas des violences conjugales, 55,3% des femmes à Niamey considéraient que la violence pouvait se justifier, selon une sélection de motifs, les enquêtrices ont toutes rapporté que les femmes interviewées pour l'essentiel abordaient ce sujet avec beaucoup d'émotion, de tristesse voire de fatalisme mais rarement d'adhésion. Parmi les violences évoquées, le viol est cité également par 17% des femmes qui ont mentionné la réalité des violences spécifiques, suivi du travail forcé (8%) et des châtiments corporels (8%) ainsi que du commerce sexuel (5,4%). L'indifférence de l'époux et l'interdiction de porter le voile dans certains lieux sont également ressortis, avec 4% pour chacun. Les violences basées sur le genre sont, avec la parité, les thèmes qui amené le plus de témoignages et de débats. Beaucoup de femmes expriment leur souffrance au quotidien ou au contact de leurs sœurs...

« Les violences sont bien sûr physiques mais également d'ordre psychologique car les femmes vivent sous des menaces et des pressions de leur

mari qui n'hésitent pas à parler de prendre une co-épouse si elles ne se comportent pas en femmes exemplaires. On dit aux filles que si elles étudient longtemps, elles vont finir seules. » 25-29 ans, mariée, études supérieures

« Il faut faire un tour au palais de justice, vous verrez le nombre important de violences faites aux femmes et aux enfants. On les frappe jusqu'à les hospitaliser parfois y compris les femmes enceintes. On ne parle pas non plus des viols et de l'inceste mais c'est plus courant qu'on ne le dit... » 15-24 ans, célibataire, niveau primaire

« Il y a des hommes qui battent leur femme comme des ânesses. Il y a aussi des patrons et des patronnes qui maltraitent leurs employés qui sont comme des esclaves. Parfois on ne les paie pas vite ou en dessous de ce qui leur était annoncé » 15-24 ans, célibataire, scolarisée niveau secondaire

« Ça ne manque pas dans un foyer... il y aussi les mauvais traitements qu'on inflige aux domestiques et professionnels de sexe » 30-45, veuve, études supérieures

Amélioration des conditions de vie : une perception encore abstraite et peu diffusée de son incarnation au quotidien

Question 3 : « Pouvez-vous citer une loi, une disposition prise qui a contribué à améliorer les conditions de la femme nigérienne ces dernières années ? Si oui, laquelle ? »



Dans 59% des cas, les femmes interrogées n'ont pas pu fournir de réponse. Pour elles, il semble que l'amélioration des conditions de vie soit difficile à illustrer et relèvent plutôt d'une abstraction difficile à percevoir car leur quotidien reste trop pénible pour identifier une source de changement concrète qu'elle pourrait spontanément nommer. Pour les 41% qui ont répondu favorablement, c'est la loi des quotas qui est citée le plus fréquemment (34% des

réponses). En effet, cette loi mise en place pour la préparation des premières élections communales, encourage la participation des femmes aux postes électifs (au moins 10%) et administratifs (au moins 25%). La participation des femmes aux processus politiques et décisionnels progresse mais reste à améliorer. L'Assemblée Nationale comporte ainsi 15% de femmes parlementaires sur 171 élus tandis que la proportion de femmes ministres (poste nominatif) qui devrait être de 25 % s'élève à 15% (6 sur les 40 membres du Gouvernement) Parmi les évolutions favorables aux femmes sont ensuite citées l'essor des ONGs de développement rural (23%), la liberté accrue des femmes dans leur foyer avec le droit de travailler à l'extérieur (20%), le droit à l'éducation (11, 5%), l'initiative 3N (9%).

« Ces histoires d'aides, je n'y crois plus. Elles n'arrivent jamais. Il y a des gens qui viennent, qui recensent et te parlent de projets, de micro-crédits mais rien ne change. » **30-45 ans, mariée, non scolarisée**

« Dernièrement, j'entends parler de quota. C'est une loi qui existe bien mais elle n'est pas appliquée par les autorités. Par exemple le quota des femmes au gouvernement n'est pas respecté actuellement » **25-29ans, divorcée, études supérieures.**

« J'ai l'impression que ces dernières années, le développement des ONGs rurales ont permis aux femmes de financer la scolarité de leurs enfants via les AGR. L'Etat encourage ces projets surtout dans les villages » **25-29 ans, mariée, études supérieures.**

« Il y a bien des changements. Maintenant la fille qui est allée à l'école peut trouver un travail de responsabilité et n'est pas obligé de rester à la maison. » **15-24 ans, célibataire, études secondaires.**

Face à des modèles encore peu nombreux, les femmes nigériennes restent attirées par les personnalités politiques

Question 4 : « Pouvez-vous citer une personnalité locale ou internationale (réelle, historique, ou de fiction) qui incarne pour vous un modèle à suivre pour les femmes nigériennes ?

54% des femmes interrogées n'ont pu citer de modèle qui les inspire. Parmi les 46% qui l'ont fait, ce sont les femmes liées à la politique qui sont citées. De manière générale, les Nigériennes citent facilement et spontanément des compatriotes, mais également des femmes étrangères.

Sur le plan local, la première dame est en tête avec 23,5 % des réponses. Cela peut probablement s'expliquer par les tendances naturelles à considérer les figures dominantes du pouvoir comme source de solution accentuée par une médiatisation intense. Par ailleurs, la 1ère dame semble aussi incarner une figure idéale de la modernité : éduquée, belle et impliquée dans les problématiques socio-sanitaire par son profil de pédiatre. Elle est suivie d'Aichata Mindaoudou (ancienne Ministre des affaires étrangères, actuellement représentante du système onusien en Côte d'Ivoire) (8%), Bayard Mariama Gamati (femme leader, 2ème sur la liste au Niger à créer un parti au Niger et la première candidate au poste présidentiel) et Barry Bibata Niandou, avocate, ancienne maire, actuellement directrice du SAFEM.



Aichataou Mindaoudou



Barry Bibata Niandou

Sur le plan international, la présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf s'impose (16%) suivie de Michelle Obama (8%) et Angela Merkel (6%). Les femmes citent également des femmes dans l'ombre anonymes comme leur mère en héroïne du quotidien (11%), des femmes engagées plus connues dans l'amélioration des conditions des autres femmes comme Rahamatou Madeleine Garba, professeur de gynécologie exerçant également en maternité pour 8%. De façon plus anecdotique suivent les femmes d'affaires ou qui ont fait preuve d'audace comme Rabi Mussa (Assussu Niger), Djamilla Masaoudou (Djamila Pressing) ou Hadiza, 1ère femme taximan partie migrer aux USA. Pour terminer quelques artistes sont citées, qui à part la chanteuse Hadiza Mangou sont plutôt étrangères : Miriam Makeba, Cesaria Evora... Dans le registre de la fiction sont ressorties le personnage principal de la série indienne « Arti » et Fadimata, personnage de film populaire.

« Ma mère, c'est elle mon héroïne. C'est une battante. Pendant mon divorce, c'est elle qui a convoqué mon mari au commissariat parce qu'il m'a

battu. Nous sommes partis devant le juge. C'est elle qui a payé tous les frais médicaux et un avocat en vendant tous ses moutons. Maintenant mon mari est en prison et c'est elle qui prend soin de moi et de mon fils de 6 ans » 25-29 ans, divorcée, non scolarisée.

« Je n'ai pas de nom en particulier, mais toutes les femmes qui arrivent à terminer leurs études, entreprendre une carrière, fonder un foyer malgré les obligations professionnelles et les discriminations qu'elles subissent tout en grimpant les échelons » 15-24 ans, mariée, études supérieures.

« Arti, car elle a la capacité d'aider son prochain qui se trouve dans une situation compliquée et de tout faire pour la défendre » 15-24 ans, célibataire, études secondaires.

La parité : une Utopie au Niger

Question 5 : « Les Nations Unies prônent la parité pour 2030. Que pensez-vous de l'égalité des sexes ? »



Cette question a déclenché des réactions très vives, de rejet et d'énerverment. Initialement prévue en ouverture de l'entretien, cette question a été placée à la fin car les pré-test nous ont permis d'observer qu'elle crispait certaines personnes interviewées qui avaient tendance à ne plus continuer l'entretien, ou à être sur la défensive comme si les enquêteurs faisaient la promotion de courant de pensée toxique. Cela permettait de conclure sur une dynamique de débat. 55% des femmes se sont clairement positionnées en défaveur du concept de parité qui reposerait sur une égalité des sexes. Majoritairement l'argument utilisé est d'ordre religieux pour un tiers des participantes, qui posent comme postulat que la femme est inférieure à l'homme selon l'islam et que ceux qui diraient le contraire seraient impies. Un autre tiers met en avant des raisons sociales et économiques. La société nigérienne, très conservatrice, considère que la femme est là pour servir son mari et de plus, le schéma économique dominant maintient la

femme en situation de dépendance vis à vis de son mari. Le fait qu'il soit chef de ménage l'impose d'emblée comme d'un statut supérieur. Les femmes estiment alors qu'avec les responsabilités et les charges qui lui incombent, elles ne peuvent rechercher d'égalité. Un tiers des femmes interrogées considèrent que cette parité est possible mais qu'un certain nombre d'obstacles socio-culturels rendent sa mise en œuvre difficile dans le contexte nigérien. Il faut donc croire que les différentes mesures mises en place pour la réduction des disparités entre les sexes, si elles ont clairement fait leurs preuves dans le domaine de l'éducation primaire, ne sont pas suffisantes. En dehors de la loi des quotas, les femmes ne citent pas spontanément ce qui est régulièrement mentionné comme de grandes avancées dans les rapports gouvernementaux ou onusiens comme l'adoption en 1996 de la politique nationale de la promotion de la femme révisée en 2009 ; la mise en place d'un observatoire national pour la promotion de la femme ; l'adoption d'une politique nationale du genre en juillet 2008 ; la gratuité des consultations prénatales, de la césarienne, des contraceptifs et des préservatifs.

« Qu'Allah nous préserve de l'égalité entre les sexes » 15-24 ans, célibataire, non scolarisée

« L'égalité sur le plan professionnel c'est le seul domaine où cela est possible mais sinon pas dans le foyer. Je te prends mon exemple. Du vivant de mon mari, il était vendeur de pièces détachées et moi j'étais directrice d'école. Il n'était jamais allé à l'école mais je ne me suis jamais comparée à lui car c'est mon mari. Bien que je gagnais plus que lui, c'est lui qui prenait en charge la nourriture et mes habits. C'est quand il n'avait rien que je touchais à mon salaire. Parfois c'est moi qui l'aidais financièrement mais je n'ai jamais considéré que cela voulait dire que nous étions égaux. » 30-45 ans, veuve, études supérieures

« L'égalité entre les sexes est une mauvaise idée parce Dieu a mis les hommes devant les femmes et cela restera ainsi jusqu'à l'éternité », 15-24 ans, célibataire, études secondaires

« Non, je ne crois pas que nous sommes égaux. Vous savez, Dieu nous a mis sous la responsabilité de l'homme alors pourquoi on doit changer ça ? L'homme restera toujours le chef de famille », 25-29 ans, mariée, non scolarisée

« Je dépends de mon mari, je ne fais rien comme travail. Je suis toujours à la maison pour vendre glace et sucreries grâce au frigo que mon mari m'a

acheté, alors comment je vais être son égale ? Jamais de la vie ! » **30-45 ans, mariée, non scolarisée**

« On ne peut pas parler d'égalité. Les femmes qui font cette lutte sont trop rassasiées. Elles ne manquent de rien et en plus elles sont entretenues par leur mari. Moi je suis trop occupée à nourrir les orphelins que j'ai à ma charge », **30-45 ans, veuve non scolarisée**

« Je suis une musulmane, donc je ne peux pas vous dire que c'est possible. L'homme est naturellement supérieur à la femme car dans une famille, le premier responsable est l'homme. Même dans la vie quotidienne, quand il y a un problème, c'est l'homme qu'on cherche en premier puis on cherche la femme

» 30-45 ans, veuve, non scolarisée.

« La parité ? Pourquoi pas ? Mais pas en 2030. Peut-être plus tard ? », **25-29 ans, divorcée, niveau primaire**

« Je suis sûre qu'il y a des femmes qui travaillent plus que les hommes mais au Niger on voit la femme comme inférieure à l'homme. C'est à cause de la religion et des préjugés de la société », **15-24 ans, célibataire, niveau primaire**

« L'égalité entre les hommes et les femmes est possible mais les femmes doivent se battre pour l'avoir » **30-45 ans, mariée, études secondaires**

« C'est pas une chose évidente. Mais moi, en tant que femme divorcée, je suis mon propre chef de foyer, donc c'est possible » **30-45 ans, divorcée, non scolarisée**

« Cela est une bonne chose car les femmes sont très marginalisées dans les pays comme les nôtres. Cette parité va permettre aux femmes de développer leur leadership et leur autonomie » **25-29 ans, mariée, études supérieures »**

« C'est une question d'actualité. C'est nécessaire pour un bon développement du pays car les femmes sont plus nombreuses. Donc si les femmes ne sont pas mises à contribution, le pays ne se développera pas » **25-29 ans, célibataire, études supérieures**

« On espère que cela est possible. Vu que les femmes essayent de s'en sortir en exerçant divers métiers. Dans mon cas je suis pompiste et ça toujours été considéré comme un métier d'homme » **30-45 ans, mariée, études secondaires.**

CONCLUSION

Il est frappant de constater que si la femme nigérienne est encore victime de beaucoup de discrimination au quotidien, que ce soit auprès de ses parents qui considèrent que le cycle primaire lui suffira pour répondre aux besoins de son foyer, de son mari qui juge qu'elle doit être exemplaire et

répondre à ses attentes sans se soucier du principe de réciprocité, de ses employeurs qui la considéreront plutôt pour les assister que comme moteur de développement ou source de créativité, elle reste souvent la première à vouloir entretenir le cadre dans lequel elle évolue. Les premières militantes du refus de la parité sont les femmes nigériennes qui ont intériorisé le discours masculin dominant qui les culpabilise ou les diabolise si elles ont des velléités de réforme.

Le concept est compris encore pour beaucoup d'entre elles comme une importation du Nord qui remet en question l'équilibre de leur société. La terminologie de la parité et surtout de l'égalité des sexes n'entraînent pas l'adhésion : au mieux le doute, au pire le rejet voire l'agressivité. Elles reconnaissent cependant pour la majorité d'entre elles que leurs conditions de vie sont dures et insatisfaisantes et qu'elles méritent d'être aidées.

C'est avant tout la voie du volet économique qui les intéresse et tout le challenge est de valoriser l'articulation entre l'éducation et le pouvoir d'achat. Il semble qu'un travail de plaidoyer reste toujours plus que d'actualité auprès des leaders communautaires et religieux et qu'au-delà des AGR, une stratégie de développement de compétences de vie courante pour la valorisation de sa contribution, l'estime de soi, la stimulation de la créativité et du sens critique sont les vrais challenges de demain.

MDA en tant qu'ONG de développement est prête à accompagner cette réflexion auprès des différents partenaires gouvernementaux comme bilatéraux ou multilatéraux. Dans cette optique, MDA veut créer un réseau des Mamans-Relais, recrutées parmi les leaders associatifs et formés sur les bonnes pratiques sanitaires, nutritionnelles et familiales pour les déployer ensuite dans leur communauté afin qu'elle assurent une communication pour le changement de comportement. Parallèlement, des projets d'AGR seront implémentés d'abord en faveur des mamans relais et ensuite en direction des femmes vulnérables pour une meilleure insertion sociale et finalement une autonomie matérielle. Ce projet présenté à certaines femmes leaders des ONG féminines a suscité de fortes attentes

